



Département des Affaires Financières
Bureau des contrats de recherche

CONVENTION D'AIDE A LA RECHERCHE N° 18TT178-00

L'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, établissement public à caractère Scientifique et Technologique, dont le siège social se situe au 101, rue de Tolbiac, 75013 Paris, représenté par Madame Claire GIRY, chargée par intérim de la fonction de Présidente - directrice générale, et par délégation la Directrice des Affaires Financières, Madame Laurianne CRUZOL ;

Ci-après désigné "**Inserm**"

D'UNE PART

ET :

L'Université Lumière Lyon 2, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social est situé 86, rue Pasteur, 69007, Lyon, représenté par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER,

Ci-après désigné "**Organisme gestionnaire**"

D'AUTRE PART

PREAMBULE :

Vu le décret n° 83-975 du 10 novembre 1983 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale ;

Considérant la demande d'aide présentée par **Madame Marie PREAU** dans le cadre du projet « **Etude qualitative phase exploratoire du WP SHS - Cohorte PIQTIQ** » ;

Considérant le courrier de l'Institut thématique Immunologie, Inflammation, Infectiologie et Microbiologie (I3M) du 24 octobre 2018 faisant état du financement accordé à la demande de soutien de **Madame Marie PREAU**,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions et les modalités d'attribution d'une contribution financière versée par l'Inserm à l'Organisme gestionnaire pour la réalisation du projet intitulé : « **Quali-explo-PIQTIQ** », ci-après désigné « **le Projet** ».

Le Projet sera exécuté à l'adresse suivante : Groupe de Recherche en Psychologie Sociale (EA4163 GRePS), Institut de Psychologie, Université Lumière Lyon 2, sous la responsabilité scientifique de **Madame Marie PREAU** ci-après désignée la « **Coordonnatrice scientifique** ».

Dans le cas où un empêchement interdirait à la Coordonnatrice Scientifique de remplir ses missions telles que définies dans la présente convention, l'Organisme gestionnaire désignera un nouveau Coordonnateur de Projet présentant des garanties et l'indépendance scientifique suffisantes afin de permettre de réaliser jusqu'à son terme le Projet. L'Organisme gestionnaire notifiera, par courrier en recommandé avec avis de réception, le nom du nouveau Coordonnateur à l'Inserm qui disposera d'un délai de trente (30) jours afin de s'opposer pour des motifs légitimes et sérieux à la désignation par l'Organisme gestionnaire de ce nouveau Coordonnateur Scientifique. Le silence de l'Inserm vaut accord tacite. A défaut d'accord entre les Parties intervenu dans un délai de soixante (60) jours à compter de la notification à l'Inserm de l'empêchement, la présente convention sera résiliée de plein droit.

La modification du nom de la Coordonnatrice Scientifique ne nécessite pas la conclusion d'un avenant à la présente convention.

Article 2 – Durée de la convention

Article 2.1 -- Durée :

La présente convention et le Projet ont pour date de démarrage le **15 novembre 2018**.

Le Projet se déroule sur une durée de **douze (12) mois** et se termine le **14 novembre 2019** (ci-après désignée « Date de fin du Projet ») et détermine la période d'éligibilité des dépenses.

La convention prend fin à la date de réception des Bilans Finaux (tels que mentionnés à l'article 5), correspondant à trois (3) mois à compter de la Date de fin du Projet soit le **14 février 2020** (ci-après désignée « Date de fin de la Convention »).

Article 2.2 – Prolongation

Toute demande de prolongation du Projet emportant prolongation de la présente convention devra faire l'objet d'une demande motivée et écrite six (6) mois avant l'échéance du Projet. La décision de prolonger le Projet ne peut excéder **douze (12) mois**.

Tout accord de prolongation de la durée de la présente convention sera notifié par courrier simple à destination de l'Organisme gestionnaire.

Article 3 – Modalités financières

Article 3.1 – Montant

Pour l'exécution du Projet, la contribution financière totale versée par l'Inserm à l'Organisme gestionnaire est fixée à **20 000 €** (vingt mille euros), non imposable à la TVA, (BOI-TVA-CHAMP-10-10-60-40 20120912 de la Direction générale des finances publiques).

Article 3.2 – Modalités de versement

La contribution financière d'un montant de 20 000€ sera versée à la signature de la présente convention.

Les factures devront être libellées au nom de l'INSERM.

Si vous utilisez le Portail CHORUS PRO pour nous communiquer vos factures dématérialisées, elles devront comporter, de façon obligatoire, les informations suivantes :

- 1 – Le numéro de SIRET : 18003604800015
- 2 – Le code service : INMDAF
- 3 – Numéro d'engagement : Réf. de la convention : N° 18TT178-00

A défaut, les factures devront être envoyées à l'adresse suivante :

Inserm
Département des Affaires Financières
Bureau des contrats de Recherche
101, rue de Tolbiac
75654 Paris cedex 13

Le versement sera effectué par l'Inserm par virement bancaire sur le compte bancaire ouvert au nom de l'Université Lyon 2 aux coordonnées suivantes :

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE
PARTIE RÉSERVÉE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ

Le relevé ci-dessus est destiné à être remis à vos créanciers ou débiteurs, français ou étrangers, approuvés à l'ordre précise des opérations à votre compte (virements, paiement des quittances etc...)

| Identifiant nationale de compte bancaire - RIB | | | | |
|--|--------------|--------------|---------|---------------|
| Code banque | Code guichet | N° de compte | Clé RIB | Domiciliation |
| 10071 | 69000 | 00001004332 | 66 | TRP LYON |

Identifiant international de compte bancaire - IBAN

| IBAN (International Bank Account Number) | | | | | | |
|--|------|------|------|------|------|----------|
| FR76 | 1007 | 1690 | 0000 | 0010 | 0433 | 266 |
| BIC (Bank Identifier Code) | | | | | | TRPUFRP1 |

TITULAIRE DU COMPTE :
UNIV LUMIERE LYON 2 AGENCE COMPTABLE

Le comptable assignataire du paiement est l'Agent Comptable Principal de l'Inserm.

Article 3.3 – Répartition prévisionnelle de la subvention par postes de dépenses en euros

| | PREVISIONS DE DEPENSES SUR 2018 ⁽¹⁾ | | | PREVISIONS DE DEPENSES SUR 2019 ⁽¹⁾ | | |
|---------------------------|--|--------------------------------|-------------|--|--------------------------------|-------------|
| | Equipe 1 | Equipe 2 | Total 2018* | Equipe 1 | Equipe 2 | Total 2019* |
| | Marie Préau Laboratoire GRePS, Université Lyon 2 | Nom du responsable d'équipe | | Marie Préau Laboratoire GRePS, Université Lyon 2 | Nom du responsable d'équipe | |
| | Université Lyon 2 | Organisme gestionnaire | | Université Lyon 2 | Organisme gestionnaire | |
| Fonctionnement | 1 200,00 | - | 1 200,00 | 4 400,00 | - | 4 400,00 |
| Equipement ⁽²⁾ | - | - | - | - | - | - |
| Vacations ⁽³⁾ | - | - | - | 14 400,00 | - | 14 400,00 |
| TOTAL | 1 200,00 | - | 1 200,00 | 18 800,00 | - | 18 800,00 |

Aucun prélèvement pour frais de gestion n'est autorisé sur ce financement.

Article 4 – Modalités d'utilisation de la contribution financière de l'Inserm

L'Organisme gestionnaire s'engage :

- à utiliser la contribution financière allouée par l'Inserm exclusivement à la réalisation du Projet, conformément à l'annexe 1 jointe et pendant la durée du projet cité à l'article 2 ;
- à disposer de moyens suffisants pour assurer la bonne gestion des crédits et rendre compte à l'Inserm de leur utilisation dans les délais impartis ;
- à recruter selon ses propres modalités les personnels affectés au Projet. A ce titre, l'Organisme gestionnaire est seul responsable des obligations et charges au titre des recrutements effectués ayant pour mission l'exécution du Projet. Les dépenses de personnels prises en compte sur la subvention versée ne peuvent concerner des personnels permanents de l'Organisme gestionnaire. Seules sont admises les dépenses de personnel temporaire spécifiquement affectées à la réalisation du Projet ;
- s'engage à se conformer à la législation dont il relève, notamment en matière de protection sociale, d'emploi, d'assurance et de responsabilités des risques encourus ;
- à adresser toute demande de transfert de crédits entre les différents postes de dépenses ci-dessus indiqués, au Bureau des contrats de recherche ;
- à faciliter l'accès à l'Inserm à toutes pièces justificatives des dépenses affectées relatives à la présente convention pendant 5 ans à compter de la fin de la convention et tout autre document dont la production serait jugée utile ;
- à ne pas reverser tout ou partie de la présente contribution financière à des associations, sociétés ou collectivités privées, sauf autorisation expresse, préalable et écrite de l'Inserm.

En cas de non-exécution totale ou partielle du Projet, l'Organisme gestionnaire doit procéder au reversement partiel ou total des sommes versées par l'Inserm au vu du bilan financier accepté par l'Inserm.

Article 5 – Comptes rendus

Article 5.1 – Compte rendu d'activité

La Coordonnatrice Scientifique s'engage à transmettre à l'Institut thématique Immunologie, Inflammation, Infectiologie et Microbiologie un **rapport scientifique final** trois mois après la date de fin de la présente convention mentionnée à l'article 2 ci-avant, aux coordonnées ci-après :

Institut thématique
Immunologie, Inflammation, Infectiologie et Microbiologie Inserm
101, rue de Tolbiac
75 654 Paris cedex 13

L'Inserm se réserve par ailleurs le droit de solliciter la Coordonnatrice Scientifique pour toute information concernant le déroulement du Projet.

La non production du rapport scientifique final entraînera le reversement de la totalité des sommes versées par l'Inserm.

Article 5.2 – Compte rendu financier

Un **justificatif financier final** dûment visé par l'Agent Comptable de l'Organisme gestionnaire présentant les dépenses mandatées pendant la durée de la présente convention, devra être adressé trois mois après la date de fin du Projet mentionnée à l'article 2 ci-avant, aux coordonnées ci-après :

Inserm
Département des Affaires Financières
Bureau des contrats de Recherche
101, rue de Tolbiac
75 654 Paris cedex 13
Fax : 01.44.23.63.74

En cas de reliquat constaté sur les sommes versées par l'Inserm, notamment à la lecture des rapports ou à la suite de l'audit le cas échéant, le reliquat fait l'objet d'un remboursement par l'Organisme gestionnaire à l'Inserm dans un délai maximal de quatre-vingt-dix (90) jours. La non-production du rapport financier final pourra entraîner le reversement de la totalité des sommes versées par l'Inserm.

Article 5.3 – Non présentation des documents – reliquats de financement

Le rapport scientifique final ainsi que le justificatif financier final, conjointement désigné les « **Bilans Finaux** », sont garants du bon déroulement du Projet et du respect des engagements de l'Organisme gestionnaire. En conséquence, la non-production des documents cités au présent article 6 dans les délais impartis pourra entraîner le reversement des sommes versées par l'Inserm.

Article 6 – Publication – Propriété des résultats

Toutes les publications issues du projet de recherche devront faire mention du soutien financier apporté par l'Institut thématique Immunologie, Inflammation, Infectiologie et Microbiologie

Les résultats obtenus dans le cadre du Projet sont la propriété des tutelles des équipes les ayant obtenus. Les propriétaires des Résultats issus du Projet sont libres de les exploiter et de les protéger.

Article 7 – Modifications

Tout changement d'affectation et toute modification affectant le Projet ou un élément de la présente convention doit être signalé par écrit à l'Inserm, à l'attention du Bureau des contrats de recherche.

Article 8 – Résiliation

La présente convention peut être résiliée par l'une des parties en cas d'inexécution par l'autre partie d'une ou de plusieurs de ses obligations au titre de la présente convention, dans la mesure où la partie fautive n'a pas remédié à son manquement dans un délai de deux mois à compter de la notification de son manquement par lettre recommandée avec accusé de réception.

S'il est constaté le non-respect des dispositions de la présente convention et des règles d'utilisation des crédits, l'Inserm se réserve le droit de résilier la convention et d'exiger le remboursement de tout ou partie des crédits versés.

De même, s'il est constaté au regard du contenu du rapport scientifique, que les recherches n'ont pas été menées avec la diligence et le savoir-faire nécessaire ou ne respectent pas les travaux décrits dans le projet déposé, une décision de résiliation accompagnée d'une révision du montant de la subvention à hauteur du travail réellement accompli pourra être prononcée.

L'arrêt anticipé du Projet pourra également être prononcé par l'Inserm pour des motifs techniques ou économiques majeurs portant atteinte de manière substantielle à l'opportunité scientifique ou à l'achèvement du Projet.

La résiliation de la convention ne dispense pas l'Organisme gestionnaire de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation ; elle n'a pas pour effet de libérer l'Organisme gestionnaire de l'obligation de remise des travaux réalisés jusqu'à la date de résiliation de la présente convention valant fin du Projet pour l'Organisme gestionnaire. La résiliation de la présente convention n'ouvre droit à aucun dédommagement.

En cas de résiliation anticipée de la présente convention, pour quelques raisons que ce soient, l'Organisme gestionnaire sera tenu de reverser à l'Inserm le reliquat de la contribution financière déjà versée au vu des montants mandatés par l'Organisme gestionnaire en conformité avec les dispositions contractuelles et des travaux déjà réalisés par l'Organisme gestionnaire à la date de résiliation.

Article 9 – Règlement des litiges

Pour toute contestation qui s'élèverait entre les parties, relativement à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à soumettre leur différend, préalablement à toute instance juridictionnelle, à des conciliateurs désignés par chacune d'elles, à moins qu'elles ne s'entendent sur la désignation d'un conciliateur unique.

Le ou les conciliateurs s'efforceront de régler les difficultés et de faire accepter par la partie une solution amiable dans un délai de soixante (60) jours, à compter de la date de désignation du ou des conciliateurs.

A défaut de conciliation, le Juge Administratif est saisi du différend lié à l'application de la présente convention.

Article 10 – Annexes

L'Annexe ci-après fait partie intégrante de la présente convention :

Annexe 1 : Description du Projet

Annexe 2 : Relevé de dépenses

Fait à Paris, le

15 NOV. 2018

En deux exemplaires originaux

Pour l'Inserm,

Par délégation du Président - directeur général,
La Directrice des Affaires Financières


Laurianne CRUZOL


Pour l'Université Lyon 2

La Présidente,


Nathalie DOMPNIER


ANNEXE 1

Description du Projet

Etude qualitative – phase exploratoire du WP SHS – Cohorte PIQTIQ

« Quali-explo-PIQTIQ »

Laboratoire GREPS, Université Lyon 2

M. Préau & C. Puppo

Contexte

L'étude de cohorte PIQTIQ est une étude prospective, interventionnelle, fermée, multicentrique française. L'hypothèse à la base de la réalisation de cette étude est que 1/ des tiques contenant des agents infectieux pourraient être les vecteurs de leur transmission à l'homme, de façon concomitante ou non à la transmission de *B. burgdorferi*, 2/ et que ces agents infectieux seraient responsables, chez l'homme, de manifestations cliniques chroniques de la maladie de Lyme. L'objectif principal de la cohorte PIQTIQ est de décrire l'incidence de survenue de symptômes et signes cliniques, la consommation de soins et la qualité de vie chez des personnes adultes piquées par une tique en France métropolitaine.

Actuellement, il existe très peu d'études analysant les caractéristiques psychosociales des individus soumis à des piqures de tiques et/ou développant des manifestations cliniques de la maladie de Lyme. Par ailleurs, nous ne disposons que de données scientifiques éparpillées sur les connaissances, les représentations ou encore les comportements de la population générale vis à vis des maladies transmises par piqure de tique. Concernant les patients, la littérature a montré que les facteurs d'incertitude scientifique spécifiques à la maladie de Lyme ainsi que l'invisibilité de plusieurs symptômes modifient le statut et le vécu des patients. Etant donné le peu de données ou d'outils de recueils validés et/ou disponibles sur les enjeux relatifs au vécu d'une piqure de tique, nous souhaitons constituer un corpus permettant d'enrichir la réflexion théorique et méthodologique nécessaires à la construction des outils de recueils de données quantitatifs de la cohorte PIQTIQ.

Objectifs

Dans le cadre de la cohorte PIQTIQ, cette étude exploratoire permettrait donc :

- De mieux appréhender les représentations, attentes et croyances des personnes piquées par une tique.
- D'appréhender les univers représentationnels qui influencent la perception des risques et la qualité de vie des personnes piquées par une tique.

ANNEXE 2

Modèle relevé de dépenses

(Format électronique disponible sur demande à l'adresse suivante : bdcr.daf@inserm.fr)

Organisme gestionnaire :

ORGANISME PUBLIC

Nom de l'organisme gestionnaire :

Instituts
thématiques

Inserm

Institut national
de la santé et de la recherche médicale

Appel à projets :

Convention N° :

Responsable scientifique :

Unité(s) bénéficiaire(s) :

JUSTIFICATIF FINANCIER FINAL

Période justifiée :

à

Montant total accordé en € :

Montant total versé en € :

Solde prévu en fin de contrat

NON

DEPENSES

Seules les dépenses mandatées sont prises en compte.
La TVA non déductible éventuellement applicable est incluse dans le montant des dépenses.

| Catégorie de dépenses | Montant des dépenses en € |
|--|---------------------------|
| 1 Fonctionnement hors personnel | |
| 2 Sous-traitance | |
| 3 Dépenses de personnel Toutes taxes et charges comprises | 0,00 € |
| 4 Equipement | 0,00 € |
| Coûts directs | 0,00 € |
| 5 Frais généraux | |
| Total des dépenses | 0,00 € |

Ligne 2 : Un sous-traitant est un tiers qui a conclu un accord avec l'organisme gestionnaire, en vue d'exécuter une partie des travaux liés au projet. La sous-traitance ne doit porter que sur l'exécution d'une partie limitée du projet - compte n°528 800.

Ligne 3 : Calcul automatique : compléter l'annexe 1.

Ligne 4 : Calcul automatique : renseigner en annexe 2 toutes les factures supérieures à 1600 € HT et joindre les factures correspondantes.

Ligne 5 : Taux des Frais généraux à indiquer en %

solde à reverser par le bénéficiaire

0,00 €

Date :

Signature originale :

Nom du signataire

Qualité du signataire

cachet de l'établissement gestionnaire